

## DÉVELOPPEMENT

### *économique et social*

Le développement durable est l'un des piliers de la politique étrangère canadienne. Le Canada a une approche pratique axée sur les résultats. Il reconnaît que ce sont les populations des pays en développement, leurs organisations et leurs gouvernements qui jouent un rôle central et qui sont au premier titre responsables de réaliser des progrès. Le Programme canadien d'aide au développement reconnaît au point de départ qu'un bon programme de développement doit viser les personnes, mettre l'accent sur le développement des individus et de leur potentiel, ce qui signifie aider les femmes, les hommes et les enfants des pays en développement, dans leurs communautés et institutions, à acquérir les compétences et ressources nécessaires pour soutenir leur propre progrès social et économique. Il est essentiel de s'attaquer à la pauvreté, tout en reconnaissant qu'il faut le faire sur plusieurs fronts, et que nos efforts visant à aider les pauvres doivent reposer sur un ensemble de programmes et de politiques mis en oeuvre de façon intégrée. Enfin, un programme de développement efficace doit comporter des activités au niveau des collectivités, des institutions et des politiques, et reposer sur un large éventail de partenariats, ici comme à l'étranger, de façon à réunir le meilleur bassin possible de compétences et de savoir-faire. Les partenaires canadiens comprennent les ONG, le secteur privé, les universités et les collèges, la jeunesse, les organisations professionnelles ainsi que tous les paliers de gouvernement, l'Agence canadienne de développement international et le Centre de recherches pour le développement international.

Le Canada estime que l'ONU, ses fonds et programmes et ses institutions spécialisées sont des instruments clés de promotion du développement économique et social. Il a concentré ses efforts de réforme de l'Organisation dans les secteurs économique, social et du développement. Les fonds et programmes de l'ONU ont déjà pris des mesures positives pour accroître leur efficacité. Le Canada soutient vigoureusement les plans destinés à utiliser les économies réalisées sur le plan administratif comme « dividende pour le développement » afin de financer la lutte contre la pauvreté et la génération de croissance économique dans les pays en développement.

Le Canada appuie le développement en Afrique depuis de nombreuses années et aujourd'hui ce continent reçoit presque la moitié de l'APD canadienne. Il a été l'un des principaux acteurs dans la recherche de solutions aux problèmes de l'endettement et l'un des premiers à effacer la dette d'APD des pays les moins avancés et d'autres pays pauvres ainsi qu'à réduire la dette des pays les plus pauvres et lourdement endettés. Le Canada fournit aussi depuis longtemps de l'aide au développement en Asie et il participe activement à l'élaboration de nouvelles formes de coopération au sein de l'APEC et d'autres forums régionaux. De plus, il est un partenaire de plein droit dans le développement en Amérique latine et dans les Antilles et il maintient un programme actif d'aide à l'Europe centrale et orientale et à l'ex-Union soviétique pour faciliter leur transition à la démocratie et à l'économie de marché.

Une des démarches clés du Canada est de rendre les technologies et l'information accessibles à tous sur une base équitable. Il est essentiel que les pays en développement aient les moyens – à leur propre façon, à leur propre rythme et dans leur propre langue – de communiquer entre eux. En juin 1997, le Canada et la Banque mondiale ont été les hôtes de la Conférence Savoir mondial 97, qui a été organisée pour traiter du problème de la marginalisation des pays en développement dans la révolution de l'information mondiale.

